

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES

Cergy, le

22 MAI 2012

Service de l'Agriculture, de la
Forêt et de l'Environnement
(SAFE)

Bureau de l'environnement et
des installations classées

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 10878 portant mise en demeure

société FAURECIA BLOC AVANT
à MARINES

Le Préfet du Val d'Oise
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L.514-1 et L. 514-2 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006 autorisant la société FAURECIA BLOC AVANT à exploiter diverses installations classées sur le territoire de la commune de MARINES – Zone d'Activités « Les Carreaux » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2010 modifiant et complétant les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006 concernant les installations exploitées par la société FAURECIA BLOC AVANT à MARINES ;

VU le rapport de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France – Unité territoriale du Val d'Oise, du 23 avril 2012 établi suite à une visite d'inspection du site le 22 mars 2012 ;

CONSIDERANT que le contrôle réalisé a conduit à relever des non-conformités notables de nature à dégrader le niveau de sécurité des installations et pouvant avoir un impact significatif sur l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas déclaré l'exploitation du site CHRONO 2 voisin de son site de production, qui relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique N° 2663-2 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fourni le calcul des besoins en eau d'extinction du site complet basé sur le document D9, ni le calcul de dimensionnement des rétentions d'eau d'extinction incendie, basé sur le document technique D9A ;

CONSIDERANT que l'atelier de charge d'accumulateurs n'a pas été mis en conformité aux dispositions de l'article 8.9 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006 ;

CONSIDERANT qu'il convient, par conséquent, de faire application des articles L.514-1 et L. 514-2 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FAURECIA BLOC AVANT de régulariser sa situation administrative, de respecter les dispositions de l'article 11 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2010, de l'article 8.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006 précités ;

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1er : La société FAURECIA BLOC AVANT implantée Zone d'Activités « Les Carreaux » sur le territoire de la commune de MARINES est mise en demeure :

- de régulariser sa situation administrative, dans un délai de **DEUX MOIS** à compter de la date de notification du présent arrêté, en déposant un dossier de déclaration pour l'exploitation du site CHRONO 2, voisin de son site de production, qui relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique N° 2663-2 de la nomenclature des installations classées,

- de fournir, dans un délai de **TROIS MOIS** à compter de la date de notification du présent arrêté, le calcul des besoins en eau d'extinction du site complet basé sur le document D9 et le calcul de dimensionnement des rétentions d'eau d'extinction incendie, basé sur le document technique D9A, demandés à l'article 11 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2010 susvisé ;

- de respecter, dans un délai de **TROIS MOIS** à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.9 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006 en mettant en conformité l'atelier de charge d'accumulateurs.

ARTICLE 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.514-1 et suivants du code de l'Environnement..

Article 3 : Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de MARINES, pendant la durée d'un mois et sera déposée aux archives de la mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction Départementale des Territoires du Val-d'Oise (DDT).

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté prolongé de six mois après la publication ou l'affichage de celui-ci, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, la directrice départementale des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France et le maire de MARINES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 22 MAI 2012

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Jean-Noël CHAVANNE

